Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires Service de la forêt, de la ruralité et du cheval Sous-direction de la forêt et du bois Bureau du foncier et des établissements publics 19, avenue du Maine 75732 PARIS CEDEX 15 Suivi par : Ghislaine TOUMIT Tél : 01 49 55,54,24 Fax : 01 49 55 51 23 ghislaine,toumit@agriculture.gouv.fr NOR :	**CIRCULAIRE** **DGPAAT/SDFB/C2012-3063** **Date: 23 juillet 2012**

Date de mise en application : immédiat
Nombre d'annexes : 4

Le Ministre de l'agriculture,de l'agroalimentaire et de la forêt
à
Mesdames et Messieurs les Préfets

Objet : Recodification du code forestier -partie règlementaire

Bases juridiques:
- Code forestier
- Ordonnance n°2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier
- Décret n°2012- 836 du 29 juin 2012 relatif à la partie règlementaire du code forestier

Résumé : Le décret recodifie la partie réglementaire du code forestier et complète ainsi la partie législative qui a fait l'objet de l'ordonnance n°2012-92 du 26 janvier 2012. Cette recodification intervient en suivant le plan de la partie législative, pour l'essentiel à droit constant à l'exception d'ajustements dans l'intitulé des fonctions rendus nécessaires par la réorganisation des services de l'État à l'échelon territorial, de diverses mesures de simplification administrative (raccourcissement de certains délais de réponse aux usagers, diversification des modalités de notification des demandes ou des décisions, etc.) et d'harmonisation des règles de renvoi au décret simple et au décret en Conseil d'État. Le décret édicte des peines complémentaires pour certaines infractions conventionnelles et procède au toilettage des dispositions réglementaires du code de procédure pénale faisant référence au code forestier.
Il intègre également les dispositions réglementaires du code forestier de Mayotte qui sont conservées à titre de dispositions particulières à ce département d'outre-mer et abroge les autres dispositions de ce code.

Mots-clés : code forestier partie R

Destinataires	
Pour exécution : - Préfets de région - DRAAF - Prefets - DDT - DAF Outre-Mer	**Pour information** : ONF CNPF

I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le décret recodifie la partie réglementaire du code forestier et complète ainsi la partie législative recodifée par l'ordonnance du 26 janvier 2012. L'insertion des dispositions règlementaires a été faite en suivant le plan de la partie législative.

L'essentiel de cette recodification intervient **à droit constant**, à l'exception d'ajustements dans l'intitulé des fonctions rendus nécessaires par la réorganisation des services de l'État à l'échelon territorial, de diverses mesures de simplification administrative (raccourci ssement de certains délais de réponse aux usagers, diversification des modalités de notification des demandes ou des décisions, etc.) et d'harmonisation des règles de renvoi au décret simple (articles D) et au décret en Conseil d'État (articles R).

L'ordonnance ayant modifié au fond certaines dispositions en **matière de procédure et de sanctions pénales, de défense de la forêt contre l'incendie,** les dispositions règlementaires ont été adaptées en conséquence. Le décret édicte des peines complémentaires pour certaines infractions conventionnelles et procède au toilettage des dispositions réglementaires du code de procédure pénale faisant référence au code forestier.

Ont été codifiés :

- l'article 16 de la loi n°85-1273 du 4 décembre 1985 relative à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt qui concerne la constitution, au sein des commissions régionales de la forêt et des produits forestiers de comités de filières regroup ant des représent ants des organisations de la production forestière, de la transformation et de la commercialisation. (art. D.113-17 et D.13-18);
- le décret n°2007-951 du 12 mai 2007 relatif aux subventions de l'Et at accordées en matière d'investissements forestiers (art. D.156-7 à D.156-11);

Ont été supprimés du code :

- les dispositions relatives à l'organisation et aux missions de l'Invent aire forestier national. Cet établissement public administratif est fusionné avec l'IGN et le nouvel ét ablissement, dénommé Institut national de l'information géographique et forestière, fait l'objet du décret n°201 1-1371 du 27 octobre 2011 . L'incorporation dans l'IGN est entré en vigueur le 1er janvier 2012. (article de renvoi : R 151-1).
- les dispositions de l'article 2 du décret n°2003-16 du 3 janvier 2003 relatif à la procédure de **défrichement dans les départements d'Outre-Mer autres que La Réunion et Mayotte**. En conséquence toutes les décisions relatives aux autorisations et aux refus de défrichement sont désormais de la **compétence du préfet de département** pour la métropole et outre-mer.

Le décret intègre également les dispositions réglement aires du code forestier de Mayotte qui sont conservées, ou adaptées, à titre de dispositions p articulières à ce dép artement d'outre-mer et abroge les autres dispositions de ce code.

II - LIVRE I : DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES BOIS ET FORÊTS

2-1 - Champ d'application, principes généraux et institutions (titre I) :

Institutions (chapitre III)

- **Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers et de la transformation du bois, appelé Conseil Supérieur de la Forêt (CSF)**

Les dispositions relatives aux missions et à la composition du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers et de la transformation du bois, des commissions régionales de la forêt et de produits forestiers et des comités de filières ont été déclassées de R (et parfois L) en D.

Les règles de fonctionnement du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers (C.S.F) et des commissions régionales qui ne sont plus énoncées dans le code sont celles de droit commun relatives aux commissions administratives à caractère consultatif par renvoi au décret n°2006-672 du 6 juin 2006.

L'article D.113-4 précise que c'est le règlement intérieur du C.S.F qui définit les attributions qui peuvent être déléguées au comité de politique forestière.

- **Commission régionale de la forêt et des produits forestiers (CRFPF)**

La commission régionale de la forêt et des produits forestiers (CRFPF) était chargée au titre de l'ancien article L. 11 dernier alinéa **d'élaborer la liste** des habitats d'espèces de la faune et de la flore, des sites, monuments ou zones concernées par les règlementations prévues à cet article ou tout autre législation de protection et de classement. Le nouvel article D.113-11 indique que cette liste est portée à sa connaissance annuellement. L'article D.122-13 indique que c'est **le Préfet de région** qui élabore cette liste ou la tient à jour annuellement et la communique en outre à l'ONF et au CRPF.

Cette modification implique un changement pour la procédure d'élaboration ou de mise à jour de la liste par rapport au dispositif prévu par la circulaire DGFAR/SDFB/C2007-5401 du 3 juillet 2007 : **la liste n'a plus à être soumise pour approbation à la CRFPF mais simplement transmise pour information.**

Cette liste a été élaborée en 2008 et n'a pas été actualisée depuis. Il convient donc de demander aux services compétents (DREAL) la liste actualisée. Une fois la liste mise à jour, vous la publierez sur le site de la préfecture et vous l'adresserez aux CRPF et aux directions territoriales de l'ONF.

- **Comités de filières**

Il a été crée une sous section 2 comprenant deux articles D.113-17 et D.113-18 relatif aux comités de filières qui peuvent être crées au sein de la CRFPF. Ce sont les dispositions de l'article 16 alinéa 1 à 5 de la loi du 4 décembre 1985 qui ont été codifiées.

2-2 - Politique forestière et gestion durable (titre II)

L'article D.121-1 reprend les dispositions de l'ancien article L. 7 relatif à l'attribution des aides.

Il est créé un article D.122-1 indiquant le contenu des Orientations régionales forestières, en complément de l'article L.122-1, afin d'assurer leur coordination avec les plans de protection contre l'incendie.

- **Évaluation environnementale**

- *Documents cadres*

Les articles D.122-3 à D.122-5 remplacent les modalités spécifiques de l'évaluation environnementale dans la procédure d'adoption des **directives régionales d'aménagement (DRA)** telle qu'elle étaient définies aux anciens articles R.133-1-1 et R.133-1-2, par un renvoi aux dispositions de droit commun prévues aux articles du code de l'environnement issus du décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. La procédure d'évaluation environnementale des **schémas régionaux sylvicole et des schémas régionaux de gestion sylvicole** est la même que celle des DRA.

- Plans pluriannuel Régional de développement forestier (PPRDF)

Il a été crée une sous section 3 relative aux **Plans pluriannuels Régionaux de développement forestier.**
- L'article D.122-6 fixe à 5 ans le délai prévu à l'article L.122-13 pour décider du maintien ou de de la révision du plan. Ce délai était déjà indiqué dans la circulaire DGPAAT/ SDFB du 5 décembre 2012 relative aux PPRDF.

- L'article D.122-7 indique que **les PPRDF sont soumis à l'évaluation environnementale** en application des dispositions du code de l'environnement. En effet, l'article R .122-17 I, 31° du code de l'environnement, tel qu'il est issu du décret n°2012-616 du 2 mai 2012, soumet à **évaluation environnementale systématique** les PPRDF. Les PPRDF, pour lesquels l'avis de mise à disposition a été publié avant le 1er janvier 2013 ne seront pas soumis à cette procédure. La révision du plan en revanche devra faire l'objet de cette procédure. Celle -ci doit être réalisée dans les conditions énoncées aux articles L. 122-6 à L. 122-10 et R. 122-20 à R. 122-24 du code de l'environnement. L'autorité environnementale devant être consultée pour cette évaluation est le préfet de région (DREAL).

- Stratégies locales de développement forestier (SLDF)

Il est crée un chapitre III relatif aux **Stratégies locales de développement forestier**
- L'article D.123-1 reprend la disposition de l'ancien article L. 2 permettant aux collectivités locales de passer des contrats avec l'État dans le cadre des chartes forestières ;
- Le 2ème alinéa de cet article indique que les **SLDF sont soumises à l'évaluation environnementale** en application des dispositions du code de l'environnement. En effet, l'article R.122-17 II, 3° du code de l'environnement, tel qu'il est issu du décret précité, soumet les SLDF à évaluation environnementale **après examen au cas par cas par l'autorité environnementale** définie dans le même article : le préfet de département (service environnement de la DDT). **L'entrée en vigueur** des nouvelles modalités de l'évaluation environnementale est le **1er janvier 2013**.

Une circulaire du ministère de l'écologie viendra préciser les conditions et modalités pratiques de la mise en œuvre de l'évaluation environnementale et vous sera adressée en temps utile. Elle sera complétée, si nécessaire, par une circulaire spécifique pour les documents du code forestier, en remplacement de la circulaire C2007-5019 du 12 avril 2007.

2-3 - Défense et lutte contre les incendies de forêts (titre III)

Quelques modifications ont été apportées afin de permettre une meilleure application des mesures de débroussaillement :
- l'article R.131-14 prévoit désormais l'information du maire chargé du contrôle des opérations de débroussaillement, lorsque le propriétaire a refusé l'entrée dans sa propriété.
- L'article R .33-10, II permet de proroger la durée des actuels Plans de protection des forêts contre les incendies de forêts pour une durée maximale de 3 ans. Il appartient au Préfet qui ,compte tenu de l'entrée en vigueur du plan souhaite le proroger, de prendre un arrêté fixant la durée.
Une circulaire détaillant les nouvelles dispositions relatives aux incendies de forêts vous sera prochainement communiquée.

2-4 – Rôle de protection des forêts (titre IV)

Forêts de protection (Chapitre I)

- Il est crée un article R.141-12 qui intègre les règles d'exploitation particulières des forêts de protection dans le document de gestion propre à chaque forêt s'il existe, dans le cas contraire c'est le règlement d'exploitation qui s'applique. Cet article apporte une clarification sur la non nécessité d'un règlement d'exploitation dès lors qu'existe un plan simple de gestion.
- L'article R.141-22 réduit de un an à six mois le délai de décision du préfet sur la demande de règlement d'exploitation et de six mois à quatre mois le délai pour statuer sur une demande d'autorisation de coupe.
- L'article R.141-24 prévoit une dérogation supplémentaire à celle de l'ancien article R.412-5 : l'autorisation de coupe n'est pas requise lorsque la coupe est réalisée pour la consommation privée du propriétaire et qu'elle est annuellement inférieure au seuil préfectoral. Chaque Préfet doit donc prendre un arrêté pour fixer ce seuil qui doit être au plus égal à 10 m3.

2-5 – Mise en valeur des forêts (titre V)

Aides publiques (chapitre VI)

Il est créé une section relative aux aides publiques en matière forestière. Elle comprend :
- l'article D.156-6 qui pose le principe que les aides ne sont accordées aux collectivités et personnes morales **que si elles appliquent le régime forestier** à leur forêt lorsque celles-ci en relèvent. Cette exigence, qui existait dans l'ordre juridique en vigueur pour les interventions du Fonds forestier national, a été étendue à l'ensemble des aides publiques. Elle rappelle que les aides publiques ne sont attribuées aux forêts des collectivités que si celles-ci sont su sceptibles d'aménagement et d'exploitation régulière et relèvent du régime forestier conformément aux dispositions de l'article L.121-6. Aucune aide publique forestière ne pourra donc être accordée au propriétaire d'une forêt relevant du régime forestier en application de l'article L.211-1 I 2°dont l'arrêté préfectoral d'entrée dans ce régime n'a pas été pris.
Il vous appartiendra donc de vérifier, lors de l'instruction d'un demande d'aide, que le régime forestier est bien appliqué c'est à dire que la forêt dispose d'un aménagement ou que celui-ci a été demandé à l'ONF.

- les articles D.156-7 à D.156-11 qui intègrent dans le code les dispositions du décret n°2007-951 du 12 mai 2007 relatif aux subventions de l'Ét at accordées en matière d'investissement s forestiers, ainsi que ses annexes, qui définissent les conditions d'attribution.

2-6 – Dispositions pénales (Titre VI)

Ces dispositions décrivent la procédure de recherche et constatation des infractions, les règles de poursuite et d'alternatives aux poursuites et indiquent les peines applicables. Elles indiquent les règles d'entrée dans les lieux privé pour y exercer des contrôles(en matière pénale ou administrative)
Les modifications essentielles portent sur :

- En matière de recherche et constatation des infractions forestières :

- la délivrance du commissionnement par le DRAAF et non plus par les services de l'administration centrale ;
- la formule du serment que doivent prononcer le s agents assermentés est énoncée, par analogie avec celle figurant dans le code de procédure pénale ;
- la compétence des agents de l'ONF ne s'exerce plus sur l'ensemble du territoire pour les infractions en matière de DFCI mais seulement dans les zones définies à l'article L 133-1. *Il est envisagé de lever cette restriction dans la loi de ratification, si cette mesure est adoptée, elle entera en vigueur lors de la parution de cette loi.*
- la transmission des procès -verbaux doit être réalisée dans un **délai de 5 jours** à compter de leur clôture (auparavant pas de délai) au procureur avec copie au DRAAF pour les délits, directement au DRAAF avec copie au procureur pour les contraventions, les agents de l'ONF transmettent directement et non plus par intermédiaire de leur supérieur hiérarchique. Les P.V des gardes de particuliers sont transmis dans un délai de 3 jours au procureur.
- des mesures d'enquête complémentaire peuvent être ordonnées par le DRAAF, un nouveau PV est alors rédigé et c'est à compter de sa clôture que part le délai pour engager les poursuites ou les propositions d'alternatives.

- En matière de poursuites ou d'alternatives :

- le DRAAF reste officier du ministère public, pour les infractions contraventionnelles uniquement ; il conserve cependant le pouvoir de proposer au Procureur des alternatives aux poursuites dont notamment la transaction ; c'est une compétence qu'il tient par détermination de la loi et non par délégation du Préfet (il y a donc lieu d'y veiller dans la signature des différents actes)
- les règles de la transaction sont les mêmes pour les contraventions et les délits, elles sont décrites à l'article R.162-9. Il n'y a plus d'accord préalable à obtenir du procureur, mais une homologation de la proposition acceptée par le contrevenant doit lui être demandée.

Les articles R.162-3 et R.162-4 créent un renvoi au code pénal sur la récidive des contraventions.
Sont abrogés car devenus sans objet les articles R.154-3 à R.154-10 relatifs aux conditions d'exécution des prestations en nature pour la libération des délinquants insolvables.

Une circulaire spécifique à la procédure pénale complètera le descriptif de ces mesures.

2-7 – Dispositions particulières à l'Outre Mer (Titre VII)

Dans les départements d'outre-mer et de Mayotte, ainsi que dans les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin, et Saint-Pierre-et-Miquelon, le principe d'identité législative conduit à ce que le droit commun s'applique, sous réserve des adaptations contenues dans le titre VII.

La rédaction du code anticipe sur la création d'une Assemblée unique en Guyane et en Martinique, mais l'article 7-II du décret prévoit que les articles R. 172-1 et R . 173-1 n'entrent en vigueur qu'en 2014, lors de la mise en place de ces assemblées.

Saint-Barthélemy et Saint-Martin se voient appliquer le droit commun qui les régissaient antérieurement à 2007 lorsqu'elles étaient des communes du département de la Guadeloupe : la composition des institutions

participant à la mise en œuvre de la politique forestière est adaptée pour tenir compte de la taille et de l'organisation administrative de ces collectivités.

III - LIVRE II : FORÊTS RELEVANT DU RÉGIME FORESTIER

3-1 – Forêts des collectivités territoriales ou ce certaines personnes morales (Titre I)

Il est crée une section défrichement qui comprend deux articles spécifiant la procédure applicable à ces bois et forêts qui procède par renvoi au livre III.

3-2 – Office National des Forêts (ONF) (Titre II)

L'article D. 221-6 prévoit que l'ONF est chargé de l'établissement d'une liste des forêts relevant du régime forestier et de sa mise à jour annuelle à des fins d'information du public. Cette liste, qui se substitue au décret prévu par l'ancien article L. 121-2 est arrêtée par le ministre chargé de la forêt. La mise à disposition du public par l'ONF peut être faite sur son site internet.

– Sont supprimés car devenus sans objet :
* le 2 ème alinéa de l'article .L.121-2 qui prévoyait que cette liste faisait l'objet d'un décret ;
* l'article R.121-4 al. 2 relatif à l'indemnisation par l'État des charges de gestion de l'ONF qui excèdent celles précédemment assumées par l'administration des Eaux et forêts;
* l'article R.121-6 énumérant les opérations de gestion, d'études et de travaux susceptibles d'être confiés à l'ONF: la nature des opérations en cause est déterminée de façon suffisamment précise par l'article L. 221-6.

IV - LIVRE III : BOIS ET FORÊTS DES PARTICULIERS

4-1 – Gestion des bois et forêts des particuliers (titre I) :

- Plans Simples de Gestion (PSG) (chapitre II)

- L'article R.312-4 précise les éléments nécessaire au renouvellement d'un plan simple de gestion; l'analyse de application du plan précèdent doit mentionner les coupes et travaux programmés qui n'ont pas été réalisés.
- L'article R.312-5 indique que les éléments obligatoires du contenu du PSG figurent désormais dans un arrêté pris par le ministre après avis du Conseil d'Administration du CNPF. Une circulaire spécifique définit un cadre type national de PSG.
- L'article R. 312-19 énonce avec précision les cas dans lesquels s'applique le régime d'autorisation administrative.

4-2 - Institutions intervenant dans la mise en valeur des bois et forêts des particuliers (titre II)

- Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) (chapitre I)

L'article R .321-5 précise que la durée du mandat des membres du Conseil d'administration du CNPF est de 3 ans . La condition de nationalité française pour être administrateur du CNPF ou conseiller d'un CRPF a été supprimée aux articles R. 321-54 et R. 321-55. Il suffit désormais de remplir les conditions prévues à l'article R. 321-43 pour être électeur.

4-3 -Défrichements (Titre IV)

Les dispositions relatives à la procédure de défrichement sont clarifiées, elles vont faire l'objet d'une circulaire spécifique.

4-4 - Assurance (Titre V)

La création du Comité national de la gestion des risques en forêt a été déclassée de L en D

4-5 – Dispositions pénales (titre VI)

Les conditions d'agrément de d'assermentation des gardes de particulier sont celles du code de procédure pénale. L'article R.361-1 précise que la commission définit les bois et forêts dans lesquelles la garde de particulier intervient.

4-6 – Disposition particulières à l'Outre-Mer (titre VII)

Les dispositions relatives au CNPF ne sont applicables ni en Guyane, ni à Mayotte où le rôle de l'établissement public est assuré par le préfet (après consultation de la commission régionale des orientations forestières pour certaines décisions).

Le décret n°2012 - 836 du 29 juin 2012 est entré en vigueur le **1er juillet 2012,** emportant par là-même l'entrée en vigueur de la partie législative, et donc de l'ensemble du nouveau code forestier.

Liste des annexes :
1- tableau de concordance des articles ancien/ nouveau code
2- tableau des modifications DFCI
3- tableau comparatif des infractions forestières
4- tableau comparatif procédure pénale

Le directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires

Eric ALLAIN

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
Nouvel article		R. 154-1
		D. 155-1
		R. 161-5
		R. 162-3
		R. 162-4
		R. 172-1
		R. 173-1
		R. 175-6
		D. 175-9
		D. 176-3
		D. 177-3
		D. 178-1
		R. 374-2
		R. 375-1
		R. 113-10
		D. 122-1
		D. 122-5
		D. 122-26
		D. 122-27
		D. 123-2
		R. 124-2
		R. 134-6
		R. 141-12
Code forestier de Mayotte	art. R.* 011	D. 175-1
	art. R. 021	D. 175-3
	art. R. 022	D. 175-4
	art. R. 023, phrase 3, al 2, al 3, al 4	abrogé
	art. R. 023, phrases 1 et 2	D. 175-5
	art. R. 131-1	abrogé
	art. R. 132-6, al 1, al 3	abrogé
	art. R. 132-6, al 2	R. 275-2
	art. R. 133-1, al 1, al 2 phr 1, al 3, à al 6	abrogé

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 133-1, al 2 phr 2	R. 275-1
	art. R.* 134-16	R. 275-3
	art. R. 135-5	R. 275-8
	art. R. 135-7, ecqc interdiction	R. 275-4
	art. R. 135-7, ecqc sanction	R. 275-9
	art. R. 151-1	R. 275-11
	art. R. 151-2	R. 275-12
	art. R. 151-3	R. 275-13
	art. R. 151-4	R. 275-14
	art. R. 151-5	R. 275-5
	art. R. 151-6	R. 275-6
	art. R. 151-7	R. 275-7
	art. R. 151-8	R. 275-15
	art. R. 311-1	R. 375-2
	art. R.* 321-2	D. 175-2
	art. R. 331-1	abrogé
	art. R. 331-2	abrogé
	art. R. 331-5	R. 275-10
	art. R. 411-1	abrogé
	art. R. 411-2	R. 175-7
	art. R. 411-3	R. 175-8
Code forestier	art. D. 138-38	R. 241-31
	art. D. 138-39	D. 241-32
	art. D. 141-9	D. 250-1
	art. D. 141-10	D. 250-2
	art. D. 141-11	D. 250-3
	art. D. 141-12	D. 250-4
	art. D. 143-1, al 1 phr 1 et 3	D. 122-7
	art. D. 143-1, sauf phr 1 et phr 3 alinéa 1	D. 122-6
	art. D. 143-2, al 1 à 5	abrogé
	art. D. 143-2, al 6	D. 214-15
	art. D. 143-3	D. 214-16
	art. D. 143-4	D. 212-6

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. D. 144-1-1	D. 214-22
	art. D. 144-1-2	D. 214-23
	art. D. 172-5, al 1	R. 272-2
	art. D. 172-5, al 2	D. 272-5
	art. D. 221-3	D. 321-42
	art. D. 221-41	R. 321-77
	art. D. 221-67	R. 321-28
	art. D. 221-68	R. 321-29
	art. D. 221-69	R. 321-30
	art. D. 221-70	R. 321-31
	art. D. 222-7	R. 312-6
	art. D. 244-1	D. 332-2
	art. D. 244-2	D. 332-3
	art. D. 244-3	D. 332-4
	art. D. 244-4	D. 332-5
	art. D. 244-5	D. 332-6
	art. D. 244-6	D. 332-7
	art. D. 244-7	D. 332-8
	art. D. 244-8	D. 332-9
	art. D. 244-9	D. 332-10
	art. D. 244-10	D. 332-11
	art. D. 244-11	D. 332-12
	art. D. 244-12	abrogé
	art. D. 261-1	D. 351-2
	art. D. 261-2	D. 351-3
	art. D. 442-2	D. 172-4
	art. L. 2, phrase 2	D. 123-1
	art. L. 3, al 3	D. 113-6
	art. L. 3, al 4	D. 113-7
	art. L. 7, al 2, al 3, al 4	D. 121-1
	art. L. 11, al 11	D. 122-13
	art. L. 121-2, ecqc liste régime forestier	D. 221-6
	art. L. 124-2	D. 221-5

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. L. 134-7, al 2	R. 213-26
	art. L. 222-6, I phr 3	D. 313-2
	art. L. 223-4, phr 2	R. 361-2
	art. L. 261-4, al 1 à al 5	D. 351-1
	art. L. 261-4, al 6	abrogé
	art. L. 321-5	R. 132-5
	art. L. 322-1-1, al 5	R. 131-12
	art. L. 363-20	abrogé
	art. L. 423-1	D. 142-17
	art. R. 3-1	D. 113-1
	art. R. 3-2, al 1, al 5	D. 113-2
	art. R. 3-2, al 2, al 3, al 4	abrogé
	art. R. 3-3, al 1 phr 1	D. 113-3
	art. R. 3-3, al 1 phr 2, al	abrogé
	art. R. 3-4, al 1	abrogé
	art. R. 3-4, al 2	D. 113-3
	art. R. 3-5	D. 113-4
	art. R. 3-6	D. 113-5
	art. R. 3-7	D. 113-8
	art. R. 3-8, al 1, al 4	D. 113-7
	art. R. 3-8, al 2, al 3	abrogé
	art. R. 3-9, al 1 phrase 3, al 4	D. 113-7
	art. R. 3-9, al 1 phrases 1 et 2, al 2, al 3	abrogé
	art. R. 3-10, al 1, al 2	D. 113-9
	art. R. 3-10, al 3	D. 113-4
	art. R. 4-1, al 1 phr 1, al 2, al 3, al 4, al 5	D. 113-11
	art. R. 4-1, al 1 phrase 2	R. 113-16
	art. R. 4-1, al 4	D. 122-13
	art. R. 4-2	D. 113-12
	art. R. 4-3	R. 113-15
	art. R. 4-3-1	D. 172-3
	art. R. 4-4	D. 113-13

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 4-5	D. 113-14
	art. R. 10	R. 124-1
	art. R. 11-1	R. 122-20
	art. R. 11-2	D. 122-14
	art. R. 11-3	D. 122-15
	art. R. 11-4, al 10 et al 12	R. 122-18
	art. R. 11-4, al 1 partic	R. 122-16
	art. R. 11-4, al 1 partic,al 2 à 8, al 11	R. 122-17
	art. R. 11-4, al 9	R. 122-19
	art. R. 11-5	abrogé
	art. R. 11-6	R. 122-21
	art. R. 11-7	R. 122-23
	art. R. 11-8	R. 122-24
	art. R. 11-9	D. 122-22
	art. R. 11-10	R. 122-25
	art. R. 121-1	D. 221-1
	art. R. 121-2, al 1 phr 1 et 3, al 2	D. 221-2
	art. R. 121-2, al 1 phr 2	abrogé
	art. R. 121-2, al 3	D. 221-3
	art. R. 121-3	D. 221-2
	art. R. 121-4, al 1	D. 221-4
	art. R. 121-4, al 2	abrogé
	art. R. 121-5	D. 221-4
	art. R. 121-6	abrogé
	art. R. 121-6-1	abrogé
	art. R. 121-7	D. 223-7
	art. R. 122-1, al 1 à 10, al 11 phr 1, al 12 phr 1, al 13 phr 1, al 14 et 15	D. 222-1
	art. R. 122-1, phr 2 al 11, al 12, al 13	D. 222-2
	art. R. 122-2, al 1, al 2, al 3	D. 222-2
	art. R. 122-2, al 4, al 5	D. 222-3

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 122-3	D. 222-4
	art. R. 122-4	D. 222-5
	art. R. 122-5	D. 222-6
	art. R. 122-6	D. 222-7
	art. R. 122-7	D. 222-8
	art. R. 122-8	D. 222-9
	art. R. 122-9	D. 222-11
	art. R. 122-10	D. 222-12
	art. R. 122-11	D. 222-13
	art. R. 122-12	D. 222-14
	art. R. 122-14	R. 161-10
	art. R. 122-15	R. 161-2
	art. R. 122-16	R. 161-2
	art. R. 122-17	R. 161-6
	art. R. 122-18	R. 161-3
	art. R. 122-20	D. 222-17
	art. R. 122-22	R. 161-4
	art. R. 122-23	R. 161-4
	art. R. 122-24	R. 161-4
	art. R. 122-25	D. 222-18
	art. R. 123-1	D. 223-1
	art. R. 123-2	D. 223-2
	art. R. 123-3	D. 223-3
	art. R. 123-4	D. 223-4
	art. R. 123-5	D. 223-5
	art. R. 123-6	D. 223-8
	art. R. 123-7	D. 223-9
	art. R. 123-8, al 1	D. 223-9
	art. R. 123-8, al 2	D. 223-10
	art. R. 123-10	D. 223-11
	art. R. 123-11	abrogé
	art. R. 123-12	D. 223-12
	art. R. 123-13	D. 223-13

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 123-14	D. 223-14
	art. R. 123-15	D. 223-6
	art. R. 123-16	D. 223-15
	art. R. 123-17	D. 223-16
	art. R. 123-18	D. 222-10
	art. R. 124-1	D. 222-15
	art. R. 124-2	D. 222-16
	art. R. 124-3	abrogé
	art. R. 131-1	abrogé
	art. R. 131-2	R. 213-1
	art. R. 131-3	R. 213-2
	art. R. 132-1, al 1 et al 2	R. 213-7
	art. R. 132-1, al 3 et al 4	R. 213-8
	art. R. 132-2	R. 213-3
	art. R. 132-3, phr 1	R. 213-7
	art. R. 132-3, phr 2	R. 213-3
	art. R. 132-4	D. 213-4
	art. R. 132-5	R. 213-5
	art. R. 132-6, al 1	R. 213-6
	art. R. 132-6, al 2	R. 213-8
	art. R. 132-7	R. 213-8
	art. R. 132-8	R. 213-6
	art. R. 132-9	R. 213-9
	art. R. 132-10	R. 213-10
	art. R. 132-11	D. 213-11
	art. R. 132-12	R. 213-12
	art. R. 132-13	R. 213-13
	art. R. 132-14	R. 213-15
	art. R. 132-15, al 1	R. 213-14
	art. R. 132-15, al 2	R. 213-15
	art. R. 132-16	R. 213-16
	art. R. 132-17	R. 213-17
	art. R. 132-18	R. 213-18

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 133-1, al 1 phr 3	D. 122-3
	art. R. 133-1, partie phr 1 al 1	D. 122-4
	art. R. 133-1, sauf phr 1 et 3 alinéa 1	D. 122-2
	art. R. 133-1-1	abrogé
	art. R. 133-1-2, al 2	abrogé
	art. R. 133-2	D. 212-1
	art. R. 133-3, al 1	D. 212-2
	art. R. 133-3, al 2, al 4 ccqc communes	R. 213-19
	art. R. 133-3, al 3, al 4 ccqc départements et régions	R. 213-20
	art. R. 133-4	R. 212-3
	art. R. 133-5, al 1	R. 212-4
	art. R. 133-5, al 2	D. 212-5
	art. R. 133-5, al 3	R. 261-1
	art. R. 133-6	D. 212-6
	art. R. 133-7, al 1	R. 212-7
	art. R. 133-7, al 2, al 4 à 11	D. 212-9
	art. R. 133-7, al 3	D. 212-10
	art. R. 133-8	R. 212-8
	art. R. 133-9	D. 212-10
	art. R. 133-10	R. 213-21
	art. R. 133-11	R. 213-22
	art. R. 133-12	R. 213-23
	art. R. 134-1	R. 213-26
	art. R. 134-2	R. 213-24
	art. R. 134-3	R. 213-30
	art. R. 134-4	R. 213-25
	art. R. 134-5	R. 213-28
	art. R. 134-6	R. 213-27
	art. R. 134-7	R. 213-29
	art. R. 134-8	R. 213-31
	art. R. 134-9	R. 213-32

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 134-10	R. 213-33
	art. R. 134-11	R. 213-34
	art. R. 134-12	R. 213-35
	art. R. 134-13, phrase 4	abrogé
	art. R. 134-13, phrases 1 à 3	R. 213-36
	art. R. 134-14	R. 213-37
	art. R. 134-15	R. 213-38
	art. R. 135-1	R. 213-39
	art. R. 135-2	R. 261-3
	art. R. 135-3	R. 261-4
	art. R. 135-4	R. 261-5
	art. R. 135-5	R. 261-6
	art. R. 135-6	R. 261-7
	art. R. 136-1	R. 213-40
	art. R. 137-1, al 1, al 2, al 3	R. 213-41
	art. R. 137-1, al 4	R. 213-42
	art. R. 137-1, al 5, al 6, al 7, al 8	R. 213-43
	art. R. 137-1, al 9, al 10, al 11, al 12	R. 213-44
	art. R. 137-2	R. 261-9
	art. R. 137-3	R. 261-10
	art. R. 137-4, al 1	R. 163-5
	art. R. 137-4, al 2	R. 261-11
	art. R. 137-6	R. 213-45
	art. R. 137-7	R. 213-46
	art. R. 137-8	R. 213-47
	art. R. 137-9	R. 213-48
	art. R. 137-10	R. 213-58
	art. R. 137-11	R. 213-59
	art. R. 137-12	R. 213-60
	art. R. 137-13	R. 213-49
	art. R. 137-14	R. 213-52
	art. R. 137-14-1	R. 213-53

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 137-15	R. 213-54
	art. R. 137-16	abrogé
	art. R. 137-17	R. 213-55
	art. R. 137-17-1	R. 213-56
	art. R. 137-18, al 1	R. 213-50
	art. R. 137-18, al2	abrogé
	art. R. 137-19	R. 213-50
	art. R. 137-20	R. 213-62
	art. R. 137-21	R. 213-63
	art. R. 137-22	R. 213-61
	art. R. 137-23	R. 213-51
	art. R. 137-24	R. 213-64
	art. R. 137-25	R. 213-65
	art. R. 137-26	R. 213-57
	art. R. 137-27	R. 213-66
	art. R. 137-28	R. 213-67
	art. R. 137-29	R. 213-68
	art. R. 137-30	R. 213-69
	art. R. 138-1	R. 241-17
	art. R. 138-2	R. 241-18
	art. R. 138-3	R. 241-19
	art. R. 138-4	R. 241-20
	art. R. 138-5	R. 241-21
	art. R. 138-6	R. 241-22
	art. R. 138-7, al 1, ecqc sanction	R. 261-12
	art. R. 138-7, al 3, ecqc sanction	R. 261-13
	art. R. 138-7, ecqc obligations	R. 241-23
	art. R. 138-8	R. 241-24
	art. R. 138-9	R. 241-25
	art. R. 138-10, ecqc obligation	R. 241-25
	art. R. 138-10, ecqc sanction	R. 261-9
	art. R. 138-11	abrogé

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 138-12	R. 261-14
	art. R. 138-13	R. 261-9
	art. R. 138-14, al 1	R. 261-15
	art. R. 138-14, al 2	R. 241-26
	art. R. 138-15, ccqc interdiction	R. 241-27
	art. R. 138-15, ccqc sanction	R. 261-16
	art. R. 138-16, al 1, al 2	R. 241-28
	art. R. 138-16, al 3	abrogé
	art. R. 138-17	R. 241-29
	art. R. 138-18, al 1 à al 3, al 5	R. 241-30
	art. R. 138-18, al 4	abrogé
	art. R. 138-19	R. 261-17
	art. R. 138-20	R. 163-5
	art. R. 138-21	R. 241-1
	art. R. 138-22	R. 241-2
	art. R. 138-23	R. 241-3
	art. R. 138-24	R. 241-4
	art. R. 138-25	R. 241-6
	art. R. 138-26	R. 241-7
	art. R. 138-27	R. 241-8
	art. R. 138-28	R. 243-1
	art. R. 138-29	R. 241-9
	art. R. 138-30	R. 241-10
	art. R. 138-31, al 1 à al 4, al 6	R. 241-11
	art. R. 138-31, al 5	abrogé
	art. R. 138-32	R. 241-12
	art. R. 138-33	R. 241-13
	art. R. 138-34	R. 241-14
	art. R. 138-35	R. 241-15
	art. R. 138-36	R. 241-16
	art. R. 138-37	R. 241-5
	art. R. 141-1	R. 214-1
	art. R. 141-2	R. 214-9

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 141-3	R. 214-6
	art. R. 141-4	R. 214-7
	art. R. 141-5	R. 214-2
	art. R. 141-6	R. 214-8
	art. R. 141-7	R. 214-3
	art. R. 141-8	D. 214-4
	art. R. 141-13	D. 250-5
	art. R. 142-1	R. 214-10
	art. R. 142-2	R. 214-11
	art. R. 142-3	R. 214-12
	art. R. 142-4	R. 214-13
	art. R. 142-5	R. 214-14
	art. R. 143-5	R. 214-17
	art. R. 143-5, al 1 phr 1 et 2, al 3	abrogé
	art. R. 143-5, al 1 phr 3	R. 214-17
	art. R. 143-6	D. 214-18
	art. R. 143-8	R. 214-19
	art. R. 143-9	R. 214-20
	art. R. 143-10	D. 214-21
	art. R. 144-1	abrogé
	art. R. 144-2	R. 214-24
	art. R. 144-3	R. 214-25
	art. R. 144-4	R. 214-26
	art. R. 144-5	R. 214-27
	art. R. 144-6	abrogé
	art. R. 145-2	R. 243-2
	art. R. 145-3	R. 243-3
	art. R. 146-1	R. 214-28
	art. R. 146-2	R. 214-29
	art. R. 146-3	R. 242-1
	art. R. 146-4	R. 242-2
	art. R. 146-5	R. 242-3
	art. R. 146-6	R. 242-4

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 146-7	R. 242-5
	art. R. 147-1	D. 224-1
	art. R. 148-1	D. 231-1
	art. R. 148-2	D. 231-2
	art. R. 148-3	D. 231-3
	art. R. 148-4	D. 232-1
	art. R. 148-5	R. 233-1
	art. R. 148-6	R. 233-2
	art. R. 148-7	R. 233-3
	art. R. 148-8	R. 233-4
	art. R. 148-9	R. 233-5
	art. R. 148-10	R. 233-6
	art. R. 148-11	R. 233-7
	art. R. 148-12	R. 233-8
	art. R. 148-13	R. 233-9
	art. R. 148-14	R. 233-10
	art. R. 148-15	R. 233-11
	art. R. 148-16	R. 233-12
	art. R. 148-17	R. 233-13
	art. R. 148-18	R. 233-14
	art. R. 148-19	R. 233-15
	art. R. 148-20	R. 233-16
	art. R. 148-21	R. 233-17
	art. R. 148-22	R. 233-18
	art. R. 148-23	R. 233-19
	art. R. 148-24, al 1 à 3, al 5	R. 233-20
	art. R. 148-24, al 4	abrogé
	art. R. 148-25	R. 233-21
	art. R. 151-9, al 1	R. 213-70
	art. R. 151-9, al 2, al 3	R. 213-71
	art. R. 151-10	R. 213-70
	art. R. 151-11	R. 213-72
	art. R. 151-12	R. 213-73

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 151-13, al 1	R. 213-74
	art. R. 151-13, al 2	R. 261-8
	art. R. 151-14	R. 213-75
	art. R. 152-3	R. 161-8
	art. R. 153-1	R. 161-9
	art. R. 153-2	abrogé
	art. R. 153-3	R. 161-10
	art. R. 154-1	R. 162-1
	art. R. 154-2	R. 162-1
	art. R. 154-3	abrogé
	art. R. 154-4	abrogé
	art. R. 154-5	abrogé
	art. R. 154-6	abrogé
	art. R. 154-7	abrogé
	art. R. 154-8	abrogé
	art. R. 154-9	abrogé
	art. R. 154-10	abrogé
	art. R. 161-1, al 1	abrogé
	art. R. 161-1, al 2	R. 215-1
	art. R. 161-2	R. 261-2
	art. R. 161-3	R. 215-2
	art. R. 161-4	R. 215-3
	art. R. 171-2, ecqc Guadeloupe	R. 271-1
	art. R. 171-2, ecqc Martinique	R. 273-1
	art. R. 171-2, ecqc SB	R. 276-1
	art. R. 171-2, ecqc SM	R. 277-1
	art. R. 172-1	R. 272-1
	art. R. 172-2, al 1	R. 272-6
	art. R. 172-2, al 2	R. 272-7
	art. R. 172-2, al 3	R. 272-2
	art. R. 172-2, al 3 ecqc reglement type de gestion	R. 272-4
	art. R. 172-2, al 4	R. 272-3

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 172-2, al 5	R. 272-10
	art. R. 172-2, III ecqc document d'aménagement	D. 172-5
	art. R. 172-3	R. 272-8
	art. R. 172-6	R. 272-9
	art. R. 172-7, I et II	R. 272-11
	art. R. 172-7, III et IV	R. 272-12
	art. R. 173-1	abrogé
	art. R. 173-2	R. 274-1
	art. R. 173-3	R. 274-2
	art. R. 173-4	R. 274-5
	art. R. 173-5	R. 274-3
	art. R. 173-6	R. 274-4
	art. R. 173-7	abrogé
	art. R. 221-1, al 1, al 2	R. 321-1
	art. R. 221-1, al 3	R. 321-2
	art. R. 221-2	R. 321-3
	art. R. 221-4	R. 321-4
	art. R. 221-5	R. 321-5
	art. R. 221-6	R. 321-6
	art. R. 221-7	R. 321-7
	art. R. 221-8	R. 321-43
	art. R. 221-9	R. 321-44
	art. R. 221-10	R. 321-45
	art. R. 221-11	R. 321-46
	art. R. 221-12, al 1 à al 8	R. 321-47
	art. R. 221-12, al 9 à al 13	R. 321-48
	art. R. 221-13	R. 321-49
	art. R. 221-14	R. 321-50
	art. R. 221-15	R. 321-50
	art. R. 221-16	R. 321-52
	art. R. 221-17, al 3	abrogé
	art. R. 221-17, sf alinéa 2	R. 321-54
	art. R. 221-18, al 1, al 2, al 3	R. 321-53

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 221-18, al 4, al 5	R. 321-59
	art. R. 221-19, al 4	abrogé
	art. R. 221-19, sauf al 4	R. 321-55
	art. R. 221-20	R. 321-56
	art. R. 221-21, al 1 à al 4, al 5 phr 1	R. 321-57
	art. R. 221-21, al 5 phr 2	abrogé
	art. R. 221-22, al 1, al 3	R. 321-58
	art. R. 221-22, al 2	abrogé
	art. R. 221-23	R. 321-51
	art. R. 221-24	R. 321-60
	art. R. 221-25	R. 321-61
	art. R. 221-26	R. 321-62
	art. R. 221-27	R. 321-63
	art. R. 221-28	R. 321-64
	art. R. 221-29	R. 321-65
	art. R. 221-30	R. 321-66
	art. R. 221-31	R. 321-67
	art. R. 221-32	R. 321-68
	art. R. 221-33, al 1 phr 1 à 3, al 2	R. 321-69
	art. R. 221-33, al 1 phr 4	abrogé
	art. R. 221-34	R. 321-70
	art. R. 221-35	R. 321-71
	art. R. 221-36	R. 321-72
	art. R. 221-37, al 1	R. 321-73
	art. R. 221-37, al 2	abrogé
	art. R. 221-37, al 3, al 4	R. 321-74
	art. R. 221-38	R. 321-75
	art. R. 221-39	abrogé
	art. R. 221-40	R. 321-76
	art. R. 221-42	R. 321-8
	art. R. 221-43	R. 321-9
	art. R. 221-44	R. 321-10

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 221-45	R. 321-11
	art. R. 221-46	R. 321-12
	art. R. 221-47	R. 321-13
	art. R. 221-48	R. 321-14
	art. R. 221-49	R. 321-15
	art. R. 221-50	R. 321-16
	art. R. 221-51	R. 321-17
	art. R. 221-52	R. 321-18
	art. R. 221-53, al 1, al 2, al 3	R. 321-19
	art. R. 221-53, al 4, al 5, al6, al 7	R. 321-20
	art. R. 221-54	R. 321-78
	art. R. 221-55	R. 321-79
	art. R. 221-56	R. 321-80
	art. R. 221-57	R. 321-81
	art. R. 221-58	R. 321-82
	art. R. 221-59	R. 321-21
	art. R. 221-60	R. 321-22
	art. R. 221-61	R. 321-83
	art. R. 221-62	R. 321-23
	art. R. 221-63	R. 321-24
	art. R. 221-64	R. 321-25
	art. R. 221-65	R. 321-26
	art. R. 221-66	R. 321-27
	art. R. 221-71	R. 321-33
	art. R. 221-72	R. 321-34
	art. R. 221-73	R. 321-35
	art. R. 221-74	R. 321-36
	art. R. 221-75	R. 321-37
	art. R. 221-76	R. 321-38
	art. R. 221-77	R. 321-39
	art. R. 221-78	R. 321-40
	art. R. 221-79	R. 321-41
	art. R. 221-80	R. 321-84

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 221-81	R. 321-85
	art. R. 222-1, al 1, al 8	D. 122-9
	art. R. 222-1, al 2, al 3, al 4, al 5, al 6, al 7	D. 122-8
	art. R. 222-2	D. 122-10
	art. R. 222-3	D. 122-11
	art. R. 222-3-1	D. 122-12
	art. R. 222-4	R. 312-1
	art. R. 222-4-1	R. 312-2
	art. R. 222-5, al 1 à 7, al 8 ccqc renouvellement	R. 312-4
	art. R. 222-5, al 8 ccqc contenu, al 9	R. 312-5
	art. R. 222-6, al 1	R. 312-5
	art. R. 222-6, al 2	R. 312-4
	art. R. 222-8	R. 312-7
	art. R. 222-9	R. 312-8
	art. R. 222-9-1	R. 312-11
	art. R. 222-11	R. 312-3
	art. R. 222-12, al 2	R. 312-10
	art. R. 222-12, al 3	R. 312-9
	art. R. 222-13	R. 312-12
	art. R. 222-14, al 1, al 3 à 6	R. 312-13
	art. R. 222-14, al 2	R. 312-12
	art. R. 222-15	R. 312-14
	art. R. 222-16, al 1	R. 312-13
	art. R. 222-16, al 2 à 4	R. 312-15
	art. R. 222-17	R. 312-16
	art. R. 222-18	R. 312-17
	art. R. 222-19	R. 312-19
	art. R. 222-20, al 1, al 3 à al 9	R. 312-20
	art. R. 222-20, al 2	R. 312-21
	art. R. 222-21	D. 313-1
	art. R. 222-22	D. 313-2

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 222-23	D. 313-5
	art. R. 222-24, al 1, al 2	D. 313-4
	art. R. 222-24, al 3 à 5	abrogé
	art. R. 222-24, al 4, al 5	D. 313-3
	art. R. 222-25	D. 313-6
	art. R. 222-26	D. 313-7
	art. R. 222-27	D. 313-8
	art. R. 222-28	D. 313-9
	art. R. 222-29	D. 313-10
	art. R. 222-30	D. 313-11
	art. R. 222-31	R. 312-18
	art. R. 223-1	R. 362-1
	art. R. 223-2	abrogé
	art. R. 223-4	D. 312-22
	art. R. 224-1	R. 361-1
	art. R. 224-2	R. 314-1
	art. R. 224-3	D. 314-2
	art. R. 224-4	D. 315-1
	art. R. 224-5	abrogé
	art. R. 224-6, al 1	D. 315-2
	art. R. 224-6, al 2	D. 315-4
	art. R. 224-7	D. 315-3
	art. R. 224-8	D. 315-5
	art. R. 224-9	D. 315-6
	art. R. 224-10	D. 315-7
	art. R. 224-11	R. 315-8
	art. R. 224-12	D. 315-9
	art. R. 224-13	R. 321-32
	art. R. 224-14	abrogé
	art. R. 224-15	R. 341-3
	art. R. 241-1	R. 331-1
	art. R. 241-2	R. 331-2
	art. R. 241-3	R. 331-3

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 242-1	R. 331-5
	art. R. 242-2	R. 331-6
	art. R. 242-3	R. 331-7
	art. R. 242-4	R. 331-4
	art. R. 242-5	R. 331-8
	art. R. 242-6	R. 331-9
	art. R. 242-7	R. 331-10
	art. R. 242-8	R. 331-11
	art. R. 242-9	R. 331-12
	art. R. 242-10	R. 331-13
	art. R. 242-11	R. 331-14
	art. R. 242-13	R. 331-15
	art. R. 245-1	abrogé
	art. R. 246-1	R. 331-16
	art. R. 247-1	D. 332-1
	art. R. 252-1	R. 372-1
	art. R. 252-2, al 1, al 2	D. 172-6
	art. R. 252-2, al 3, al 4, al 5	R. 372-2
	art. R. 253-1	abrogé
	art. R. 254-1	R. 378-1
	art. R. 311-1, al 15	R. 341-2
	art. R. 311-1, al 1 à 14	R. 341-1
	art. R. 312-1	R. 341-4
	art. R. 312-2	R. 341-5
	art. R. 312-3, al 1, al 2	R. 341-6
	art. R. 312-3, al 3	R. 341-7
	art. R. 312-4	R. 214-30
	art. R. 312-5	R. 214-31
	art. R. 313-1	R. 341-8
	art. R. 313-2	R. 341-9
	art. R. 313-3	R. 363-1
	art. R. 321-1	R. 132-1
	art. R. 321-2	R. 132-1

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 321-3, phr 1	abrogé
	art. R. 321-3, phr 2 et 3	R. 132-2
	art. R. 321-4	R. 132-3
	art. R. 321-5	R. 132-4
	art. R. 321-6, al 1	abrogé
	art. R. 321-6, al 2	R. 134-1
	art. R. 321-7, al 1	R. 131-16
	art. R. 321-7, al 2	abrogé
	art. R. 321-8	R. 132-7
	art. R. 321-9, al 1 à al 4	R. 132-6
	art. R. 321-9, al 5	abrogé
	art. R. 321-10	R. 132-7
	art. R. 321-11	R. 132-8
	art. R. 321-12	R. 132-9
	art. R. 321-13, al 1	R. 132-5
	art. R. 321-13, al 2	abrogé
	art. R. 321-14	abrogé
	art. R. 321-14-1, al 1 à al 6	R. 134-2
	art. R. 321-14-1, al 7 à al 11	R. 134-3
	art. R. 321-15, al 2	R. 133-1
	art. R. 321-16	R. 133-2
	art. R. 321-17	R. 133-3
	art. R. 321-18	R. 133-4
	art. R. 321-19	R. 133-5
	art. R. 321-20	R. 133-6
	art. R. 321-21	R. 133-7
	art. R. 321-22	R. 133-8
	art. R. 321-23	R. 133-9
	art. R. 321-24	R. 133-10
	art. R. 321-25	R. 133-11
	art. R. 321-26	R. 133-12
	art. R. 321-27, al 1, al 2, al 3	R. 133-13
	art. R. 321-27, al 4	R. 133-18

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 321-28	R. 133-14
	art. R. 321-29	R. 133-15
	art. R. 321-30	R. 133-16
	art. R. 321-31	R. 133-17
	art. R. 321-32	R. 133-19
	art. R. 321-33	R. 131-7
	art. R. 321-34	R. 131-8
	art. R. 321-35	R. 131-9
	art. R. 321-37, al 1	R. 131-11
	art. R. 321-37, al 2	abrogé
	art. R. 321-38	R. 131-10
	art. R. 322-1, al 10	R. 131-13
	art. R. 322-1, al 11	R. 131-5
	art. R. 322-1, al 1 à 4	R. 131-2
	art. R. 322-1, al 5 à al 9, al 12	abrogé
	art. R. 322-2	R. 131-6
	art. R. 322-3	R. 131-3
	art. R. 322-4	R. 131-4
	art. R. 322-5	R. 163-2
	art. R. 322-5-1	R. 163-3
	art. R. 322-6	R. 131-14
	art. R. 322-6-1	abrogé
	art. R. 322-6-2	R. 134-4
	art. R. 322-6-3	R. 134-5
	art. R. 322-6-4	R. 131-17
	art. R. 322-7	R. 131-15
	art. R. 322-8	D. 131-1
	art. R. 322-9	abrogé
	art. R. 331-1, al 1	R. 163-4
	art. R. 331-2	R. 163-5
	art. R. 331-3	R. 163-6
	art. R. 331-4	R. 163-7
	art. R. 331-5	R. 163-1

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 331-6	R. 163-8
	art. R. 341-1	R. 161-1
	art. R. 341-2	R. 161-1
	art. R. 341-3	R. 161-4
	art. R. 341-4	R. 161-6
	art. R. 341-5	R. 161-6
	art. R. 341-6	R. 161-3
	art. R. 342-1	R. 161-7
	art. R. 342-2	abrogé
	art. R. 342-3	R. 161-8
	art. R. 343-1	R. 161-9
	art. R. 343-2	R. 161-10
	art. R. 343-3	R. 161-10
	art. R. 344-1	R. 162-1
	art. R. 351-1	R. 162-2
	art. R. 361-1, ecqc Guadeloupe	R. 371-1
	art. R. 361-1, ecqc Martinique	R. 373-1
	art. R. 361-4, al1, ecqc Guadeloupe	R. 171-1
	art. R. 361-4, al1, ecqc Martinique	R. 173-2
	art. R. 361-4, al1, ecqc SB	R. 176-1
	art. R. 361-4, al1, ecqc SM	R. 177-1
	art. R. 361-4, al2, ecqc Guadeloupe	R. 171-2
	art. R. 361-4, al 2, ecqc Martinique	R. 173-3
	art. R. 361-4, al 2, ecqc SB	R. 176-2
	art. R. 361-4, al 2, ecqc SM	R. 177-2
	art. R. 361-5	abrogé
	art. R. 361-6	abrogé
	art. R. 362-7	R. 172-7
	art. R. 362-8	R. 172-8
	art. R. 362-9	D. 172-2

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 363-1	abrogé
	art. R. 363-2, al 1 et al 2	R. 374-1
	art. R. 363-2, al 3	R. 374-3
	art. R. 363-3	abrogé
	art. R. 363-4	abrogé
	art. R. 363-5	abrogé
	art. R. 363-6, ecqc l'interdiction	R. 174-1
	art. R. 363-6, ecqc sanctions	R. 174-11
	art. R. 363-7	R. 174-2
	art. R. 363-8	R. 174-3
	art. R. 363-9	R. 174-4
	art. R. 363-10	R. 174-5
	art. R. 363-11	R. 174-6
	art. R. 363-12	R. 163-9
	art. R. 363-13	abrogé
	art. R. 363-14	R. 374-4
	art. R. 363-15	R. 374-5
	art. R. 363-16	R. 174-7
	art. R. 363-17	R. 374-6
	art. R. 363-18	R. 374-6
	art. R. 363-19	R. 374-7
	art. R. 363-20	R. 374-8
	art. R. 363-21, al 1	R. 374-9
	art. R. 363-21, al 2	abrogé
	art. R. 363-22	R. 374-8
	art. R. 363-23	R. 374-10
	art. R. 363-26	abrogé
	art. R. 364-1	abrogé
	art. R. 411-1	R. 141-1
	art. R. 411-2	R. 141-2
	art. R. 411-3	R. 141-3
	art. R. 411-4	R. 141-4
	art. R. 411-5	R. 141-5

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 411-6, al 1, al 2	abrogé
	art. R. 411-6, al 3	R. 141-6
	art. R. 411-6, al 4	R. 141-7
	art. R. 411-7	R. 141-8
	art. R. 411-8	R. 141-9
	art. R. 411-9	R. 141-10
	art. R. 411-10	R. 141-11
	art. R. 412-1	R. 141-19
	art. R. 412-2	R. 141-20
	art. R. 412-3	R. 141-21
	art. R. 412-4	R. 141-22
	art. R. 412-5, al 1	R. 141-23
	art. R. 412-5, al 2	R. 141-24
	art. R. 412-6	R. 141-28
	art. R. 412-7	R. 141-25
	art. R. 412-8	R. 141-26
	art. R. 412-10	R. 141-27
	art. R. 412-11	abrogé
	art. R. 412-12	R. 141-29
	art. R. 412-13	R. 141-13
	art. R. 412-14	R. 141-14
	art. R. 412-14-1	R. 141-16
	art. R. 412-15	R. 141-17
	art. R. 412-16, ecqc interdiction	R. 141-18
	art. R. 412-16, ecqc sanction	R. 163-11
	art. R. 412-17, al 1, al 2, al 3	R. 163-10
	art. R. 412-17, al 4	R. 163-11
	art. R. 412-18	R. 141-15
	art. R. 412-19	R. 141-30
	art. R. 412-20	R. 141-31
	art. R. 412-21	R. 141-32
	art. R. 412-22	R. 141-33
	art. R. 412-23	R. 141-34

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 412-24	R. 141-35
	art. R. 412-25	R. 141-36
	art. R. 412-26	R. 141-37
	art. R. 412-27	R. 141-38
	art. R. 413-1	R. 141-39
	art. R. 413-2	R. 141-40
	art. R. 413-3	R. 141-41
	art. R. 413-4	R. 141-42
	art. R. 421-1	R. 142-1
	art. R. 421-2	R. 142-2
	art. R. 421-3	R. 142-3
	art. R. 421-4, al 1, al 4 phr 2	R. 142-4
	art. R. 421-4, al 2, al 3, al4 phr 1, al 5, al 6	abrogé
	art. R. 421-5	R. 142-5
	art. R. 421-6	R. 142-6
	art. R. 421-7	R. 142-7
	art. R. 421-8	R. 142-8
	art. R. 421-9	R. 142-9
	art. R. 421-10	R. 142-10
	art. R. 421-11	R. 142-11
	art. R. 421-12	R. 142-12
	art. R. 421-13	R. 142-13
	art. R. 422-1	R. 142-14
	art. R. 422-2	R. 142-15
	art. R. 422-3, al 1	R. 142-15
	art. R. 422-3, al 2	abrogé
	art. R. 422-4	abrogé
	art. R. 422-5	R. 142-16
	art. R. 422-6	abrogé
	art. R. 422-7	R. 163-12
	art. R. 423-1, al 1	D. 142-18
	art. R. 423-1, al 2	abrogé
	art. R. 423-2, al 1 phr 1 et 3	abrogé

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 423-2, al 1 phr 2, al 2	D. 142-19
	art. R. 423-3	D. 142-20
	art. R. 423-4	R. 214-5
	art. R. 424-1	R. 142-21
	art. R. 424-2	R. 142-22
	art. R. 424-3	R. 142-23
	art. R. 424-4	R. 142-24
	art. R. 424-5, phr 1	R. 142-25
	art. R. 424-5, phr 2	R. 142-21
	art. R. 424-6	R. 142-26
	art. R. 424-7	R. 142-27
	art. R. 424-8, al 1	R. 142-28
	art. R. 424-8, al 2 et 3	abrogé
	art. R. 424-9	R. 142-29
	art. R. 424-10	R. 142-30
	art. R. 431-1	R. 143-1
	art. R. 431-2, al 1	abrogé
	art. R. 431-2, al 2	R. 143-2
	art. R. 431-3	R. 143-3
	art. R. 431-4	R. 143-4
	art. R. 431-5	R. 163-13
	art. R. 432-1	R. 143-5
	art. R. 432-2	R. 143-6
	art. R. 432-3	R. 143-7
	art. R. 432-4	R. 143-8
	art. R. 432-5	R. 143-9
	art. R. 432-6	R. 163-14
	art. R. 432-7	R. 163-15
	art. R. 443-1	R. 174-10
	art. R. 443-2	R. 174-8
	art. R. 443-3	R. 174-9
	art. R. 443-4	abrogé
	art. R. 521-1	R. 151-1

CODE FORESTIER

PARTIE REGLEMENTAIRE

Table de concordance ancienne/nouvelle numérotation

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 521-2	abrogé
	art. R. 521-3	abrogé
	art. R. 521-4	abrogé
	art. R. 521-5	abrogé
	art. R. 521-6	abrogé
	art. R. 521-7	abrogé
	art. R. 521-8	abrogé
	art. R. 521-9	abrogé
	art. R. 521-10	abrogé
	art. R. 521-11	abrogé
	art. R. 521-12	abrogé
	art. R. 521-13	abrogé
	art. R. 521-14	abrogé
	art. R. 521-15	abrogé
	art. R. 521-16	abrogé
	art. R. 521-17	abrogé
	art. R. 532-4	D. 156-6
	art. R. 532-10, al 1	R. 156-1
	art. R. 532-10, al 2, al 3	R. 156-2
	art. R. 532-12	R. 156-1
	art. R. 532-14, al 1	R. 156-1
	art. R. 532-14, al 2 et 3	R. 156-2
	art. R. 532-15, al 1, al 4, al 5	abrogé
	art. R. 532-15, al 2, al 3	R. 156-1
	art. R. 532-16	R. 156-3
	art. R. 532-17	abrogé
	art. R. 532-22, al 1, al 2, al 4	abrogé
	art. R. 532-22, al 3	R. 156-4
	art. R. 532-23	R. 156-5
	art. R. 551-1, al 1	D. 153-1
	art. R. 551-1, al 2	D. 153-3
	art. R. 551-2	D. 153-2
	art. R. 552-1	R. 153-5

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. R. 552-2	R. 153-4
	art. R. 552-3	R. 153-6
	art. R. 552-4	R. 153-7
	art. R. 552-5	D. 153-3
	art. R. 552-6	D. 153-3
	art. R. 552-7	D. 153-3
	art. R. 552-8	D. 153-3
	art. R. 552-9	D. 153-3
	art. R. 552-10	R. 153-8
	art. R. 552-11	R. 153-9
	art. R. 552-12	R. 153-10
	art. R. 552-13	R. 153-11
	art. R. 552-14	R. 153-12
	art. R. 552-15	R. 153-13
	art. R. 552-16, al 1, al 2	R. 153-14
	art. R. 552-16, al 3	R. 153-24
	art. R. 552-17	R. 153-15
	art. R. 552-18	R. 153-17
	art. R. 552-19	R. 153-18
	art. R. 552-20	R. 153-19
	art. R. 552-21	R. 153-20
	art. R. 552-22	R. 153-16
	art. R. 554-1	R. 153-21
	art. R. 554-2	R. 153-22
	art. R. 554-3	R. 153-23
	art. R. 555-1, al 1 à al 3, al 5	R. 153-25
	art. R. 555-1, al 4	abrogé
	art. R. 555-2, paragraphe I	R. 163-16
	art. R. 555-2, paragraphes II et III	abrogé
	art. R. 563-2	abrogé
Décret n° 2007-951 du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier.	art. ANNEXE 1	D. 156-10

Texte	Ancienne réf.	Nouvelle réf.
	art. ANNEXE 2	D. 156-11
	art. 1	D. 156-7
	art. 2	D. 156-8
	art. 3	D. 156-9
	art. 4	D. 156-9
Loi n° 85-1273 du 4 décembre 1985 relative à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt	art. 16, al 1, al 2, al, 3, al 4	D. 113-17
	art. 16, al 5	D. 113-18
	art. 16, al 6, al 7	abrogé

Il y a 0 article(s) LEGISLATIF(s)
Il y a 764 article(s) REGLEMENTAIRES(s)
Il y a 0 article(s) ARRETE(s).

Il y a 0 article(s) NON REPRIS.
Il y a 118 article(s) ABROGE(s).
Il y a 0 article(s) RESERVE(s).
Il y a 0 article(s) EN CODE SUIVEUR.
Il y a 0 article(s) DE RENVOI.
Il y a 23 article(s) NOUVEAU(x)
Il y a 741 article(s) CODIFIE(x)

La mention *(CS)* distingue les articles repris en ***code suiveur***.
La mention *(RS)* distingue les articles ***réservés***.
La mention *(RV)* distingue les articles ***de renvoi***.

ANNEXE II

Tableau des modifications DFCI

Références article Code forestier antérieur	Références Nouveau code forestier (décret n° 2012-836 du 29/06/2012)	Modifications
R. 321-1	R. 132-1	modifié : remplacement de l'expression "risques particuliers qui créent des dangers d'incendie" par "facteurs particuliers de vulnérabilité, remplacement des termes "essences résineuses" par "essences fortement inflammables ou combustibles", insertion des termes "présence de peuplements dépérissants"
R. 321-2	R. 132-1 al 2	non modifié
R. 321-3 phr 1 art. R. 321-3, phr 2 et 3	abrogé R. 132-2	abrogé modification rédactionnelle (simplification)
R. 321-4	R. 132-3	non modifié
R. 321-5	R. 132-4	non modifié
L. 321-5 R. 321-13 al 1	R. 132-5	déclassement en partie réglementaire (aides accordées par l'Etat)
R. 321-6 al 2	R. 134-1	non modifié
R. 321-7 al 1	R. 131-16	modification rédactionnelle (simplification)
R. 321-9 al 1 à al 4	R. 132-6	modification rédactionnelle (simplification)
R. 321-8 R. 321-10	R. 132-7	non modifié
R. 321-11	R. 132-8	non modifié
R. 321-12	R. 132-9	non modifié
R. 321-14-1 al 1 à al 6	R. 134-2	modification de la procédure de servitude d'utilité publique ; prise en compte de l'espace de retournement des engins de surveillance et de lutte pour la détermination de l'emprise de la servitude.
R. 321-14-1 al 7 à al 11	R. 134-3	modification de la servitude en précisant les modalités de publicité informant les propriétaires qu'ils peuvent faire connaître au préfet leurs observations pendant un délai de deux mois ; délai de 2 mois d'affichage du projet en mairie+ délai de 2 mois de recueil des observations.
R. 321-15 al 2	R. 133-1	modification rédactionnelle (simplification)
R. 321-16	R. 133-2	alinéa 1 non modifié, alinéa 2 : prise en compte des zones agricoles protégées définies à l'article L. 112-2 du CRPM.
R. 321-17	R. 133-3	non modifié
R. 321-18	R. 133-4	non modifié
R. 321-19	R. 133-5	modification rédactionnelle (simplification)

R. 321-20	R. 133-6	modifié : substitution de plans interdépartementaux au lieu de "plans régionaux"
R. 321-21	R. 133-7	modification rédactionnelle (simplification)
R. 321-22	R. 133-8	modification rédactionnelle (simplification)
R. 321-23	R. 133-9	non modifié
R. 321-24	R. 133-10	durée maximum portée de 7 à 10 ans, phrase 2 non modifiée, publicité sur le site internet des administrations de l'Etat concernées dans le département et la région Les PRIF déjà approuvés peuvent être prorogés pour une durée maximale de 3 ans par décision du préfet.
R. 321-25	R. 133-11	modifications rédactionnelles
R. 321-26	R. 133-12	modifications rédactionnelles (simplification)
R. 321-27 al 1, al 2, al 3	R. 133-13	non modifié
R. 321-27 al 4	R. 133-18	modification rédactionnelle (simplification)
R. 321-28	R. 133-14	non modifié
R. 321-29	R. 133-15	Modifications rédactionnelles
R. 321-30	R. 133-16	modification rédactionnelle de cohérence
R. 321-31	R. 133-17	non modifié
R. 321-32	R. 133-19	sans changement
R. 321-33	R. 131-7	définition du brûlage dirigé, modifications de forme
R. 321-34	R. 131-8	définition des incinérations, modification de forme
R. 321-35	R. 131-9	modification de forme
R. 321-37	R. 131-11	modification rédactionnelle
R. 321-38	R. 131-10	non modifié
L. 322-1-1 al 5	R. 131-12	déclassement en disposition réglementaire des dispositions relatives au financement des travaux de nettoyage
R. 322-1 al 10	R. 131-13	précision du délai d'exécution des obligations légales de débroussaillement incombant au propriétaire au-delà duquel il y sera pourvu d'office à ses frais.
R. 322-1 al 1 à al 4	R. 131-2	Modifications rédactionnelles
R. 322-1 al 11	R. 131-5	non modifié
R. 322-2	R. 131-6	non modifié
R. 322-3	R. 131-3	Modifications rédactionnelles
R. 322-4	R. 131-4	Modifications rédactionnelles
R. 322-5	R. 163-2	Infractions contraventionnelles insérées en chapitre VI
R. 322-6	R. 131-14	exécution des obligations de débroussaillement étendues au delà des limites de propriétés sur le fonds d'autrui,

		modalités d'information du propriétaire ou de l'occupant du fonds voisin par celui qui en a la charge : lettre recommandée, demande d'autorisation de pénétrer sur le fonds au fin de réaliser les obligations et transfert de charge des OLD au propriétaire qui refuserait l'autorisation de pénétrer dans le délai d'un mois
R. 322-6-2	R. 134-4	non modifié
R. 322-6-3	R. 134-5	non modifié
R. 322-7	R. 131-15	non modifié
création d'article	R. 134-6	publication au PLU des obligations de débroussaillement à caractère permanent mentionnées à l'article L. 134-5 et aux 3°, 5° et 6° de l'article L. 134-6
R. 322-8	D. 131-1	champ d'application des mesures relatives au pâturage après incendie prévues au L. 131-4 al 2 et 3
R. 322-9	abrogé	

Nouveaux articles

nouveaux articles CF	**objet**
R. 134-6	informations sur les obligations à caractère permanent annexées au PLU ou document d'urbanisme en tenant lieu

ANNEXE III

TABLEAU COMPARATIF

DES INFRACTIONS FORESTIERES

Références nouveau code forestier	**Quantum de la peine**	**Références code forestier antérieur au décret n°2012-836 du 29/06/2012**	**Différences**
R. 163-1 coupe ou enlèvement de bois de moins de 20 cm de tour	Contravention de 5ème classe	art. R. 331-5	aucune, simplification rédactionnelle
R. 163-2 1° apport de feu en contravention avec les dispositions de l'article L. 131-1 2° contrevenir aux mesures édictées par les préfets en application des articles L. 131-5 à L. 131-7 et R. 131-2	contravention de 4ème classe	art. R. 322-5	aucune, mise à jour des références des articles législatifs
R. 163-3 al 1 débroussaillement obligatoire non respect des OLD prescrites	contravention de 5ème classe	art. R. 322-5-1	aucune, mise à jour des références des articles législatifs
R. 163-3 al 2 débroussaillement	contravention de 4ème classe	art. R. 322-5-1 al 2	aucune
R. 163-4 extraction ou enlèvement d'un volume inférieur à 2 mètres cubes de matériaux divers	contravention de 4ème classe	art. R. 331-1 al 1	Sanction aggravée : Contravention de 2ème classe à 4ème classe
R. 163-5 al 1 prélèvement de champignons, fruits	contravention de 4ème classe	art. R. 331-2	modification : sanctions aggravées : renforcement des niveaux d'infractions et distinction forets relevant du régime forestier ou non

R. 163-5 al 2 prélèvement de champignons, fruits	contravention de 3ème classe pour moins de 5 litres, contravention de 5ème classe si le volume prélevé est compris entre 5 et 10 litres	art. R. 138-2 et al 1 R. 137-4	modification : chef d'infraction devenu commun aux titulaires de droits d'usage et aux concessionnaires de pâturages
R. 163-6 al 1 détenteurs de véhicules, bestiaux, animaux de charge ou montures trouvés dans les bois et forêts sur des routes et chemins interdits à la circulation de ces véhicules et animaux al 2 détenteurs de véhicules...montures trouvés dans les bois et forêts hors des routes et chemins	contravention de 4ème classe contravention de 5ème classe	art. R. 331-3	aucune
R. 163-7 arrachage de plants dans les bois et forêts	contravention de 5ème classe	art. R. 331-4	aucune
R. 163-8 animaux trouvés en infraction autres que ceux mentionnés à l'article L. 163-9	contravention de 5ème classe	art. R. 331-6	aucune, mise à jour des références des articles législatifs
L. 163-9 divagation d'animaux (pour mémoire)	3 750 €	art. L. 331-7 et L .137-2	aucune
R. 163-9 bris, dégradations de bornes, repères, clôtures quelconques servant à limiter les parcelles forestières	contravention de 4ème classe	art. R. 363-12	Infraction antérieurement limitée à l'Ile de la Réunion dont le champ d'application est étendu
R. 163-12 contravention aux obligations édictées par des règlements de pâturages	Contravention de 3ème classe	art. R. 422-7	Simplification rédactionnelle

R. 163-13 absence d'affichage d'autorisation de coupe de plantes aréneuses	Contravention de 3ème classe	art. R. 431-5	Substitution du mot "bénéficiaire" au mot "demandeur"
R. 163-14 absence d'affichage d'autorisation de fouilles dans les dunes du Pas-de-Calais	Contravention de 3ème classe	art. R. 432-6	Substitution du mot "bénéficiaire" au mot "demandeur"
R. 163-15 infractions en matière de coupe de plantes aréneuses dans les dunes du Pas-de-Calais	Contravention de 5ème classe	art. R. 432-7	aucune, mise à jour des références des articles législatifs
R. 163-16 commercialisation de matériels forestiers de reproduction (MFR)	Contravention de 5ème classe	art. R. 555-2 I	aucune
R. 261-1 pratique d'activités réglementées en méconnaissance de l'arrêté d'aménagement	Contravention de 4ème classe	art. R. 133-1 al 3	Modifications rédactionnelles
R. 261-2 coupe, exploitation ou vente de bois par des indivisaires	Contravention de 5ème classe	art. R. 161-2	aucune
R. 261-3 enlèvement des bois en méconnaissance des dispositions des clauses générales de ventes	Contravention de 5ème classe	art. R. 135-2	aucune
R. 261-4 abattage ou compensation d'arbres réservés par un acheteur de coupes	Contravention de 5ème classe	art. R. 135-3	Modifications rédactionnelles
R. 261-5 enlèvement de bois avant le lever ou après le coucher du soleil par un acheteur de coupes	Contravention de 4ème classe	art. R. 135-4	aucune
R. 261-6 contravention au mode	Contravention de 5ème classe	art. R. 135-5	Modifications rédactionnelles

d'abattage et à l'obligation de nettoiement des coupes prévu par les clauses de la vente			
R. 261-7 fait de ne pas débarder les bois par les chemins désignés par les clauses de la vente	Contravention de 5ème classe	art. R. 135-6	aucune
R. 261-8 dépôt de matériaux de travaux publics sans autorisation ou utilisation à d'autres fins que celles pour laquelle l'autorisation a été délivrée	Contravention de 5ème classe	art. R. 151-13 al 2	Modifications rédactionnelles
R. 261-9 infractions de pâturage	Contravention de 5ème classe	art. R. 137-2, R. 138-10, R. 138-13	Modifications rédactionnelles et regroupement de chefs d'infractions
R. 261-10 fait pour un concessionnaire de pâturage d'avoir des animaux au pâturage dans des conditions autres que celles prévues par l'acte de concession.	Contravention de 2ème classe	art. R. 137-3	sanction antérieurement limitée à la condition de marquage étendue aux différentes conditions prévues par l'acte de concession
R. 261-11 fait pour un concessionnaire de pâturage de faucher, labourer, mettre en culture sans autorisation ou d'implanter sans autorisation barrières, clôtures...	Contravention de 4ème classe	art. R. 137-4 al 2	aucune
R. 261-12 fait de ne pas recourir au pâtre commun choisi par l'autorité municipale	Contravention de 5ème classe	art. R. 138-7 al 1	modifications rédactionnelles
R. 261-13 fait pour le pâtre	Contravention de 2ème classe	art. R. 138-7 al 3	aucune

commun de laisser les animaux de son troupeau se mélanger avec ceux d'autres troupeaux			
R. 261-14 divagation de porcs et bestiaux hors des périmètres de cantonnement ou hors des chemins indiqués pour s'y rendre	Contravention de 4ème classe	art. R. 138-12	modifications rédactionnelles
R. 261-15 conduite de chèvres ou de moutons en infraction aux dispositions de l'article L. 241-14	Contravention de 5ème classe	art. R. 138-14 al 1	aucune
R. 261-16 usage de crochets ou ferrements par un titulaire de droit d'usage limité à celui de prendre le bois mort, sec ou gisant	Contravention de 1ère classe	art R. 138-5, sanction	aucune
R. 261-17 1° vente ou échange ou emploi à une autre destination de bois de chauffage par un titulaire de droit d'usage 2° vente ou échange ou emploi à une autre destination de bois de bois à bâtir ou tout autre bois non destiné au chauffage	Contravention de 4ème classe Contravention de 5ème classe	art. R. 138-19	aucune
R. 362-1 procéder ou faire procéder à une coupe illicite en infraction aux dispositions du 1er alinéa de l'article L. 312-11	Contravention de 5ème classe	art. R. 223-1	aucune
R. 363-1 absence d'affichage régulier de l'autorisation de défrichement	Contravention de 3ème classe	art. R. 313-3	aucune

R. 374-8 fait de ne pas présenter de laisser-passer ou de présenter un laisser passer entaché de nullité à la Réunion	Contravention de troisième classe	R. 363-21 al 1	
R. 374-9 transport, vente ou détention sans laissez-passer valable des choux-palmistes non poinçonnés ou marqués	4,5 euros par chou sans que le montant total ne puisse être supérieur à celui prévu pour les contraventions de 5ème classe	R. 363-23	modifications rédactionnelles

ANNEXE 4 -
TABLEAU COMPARATIF
PROCÉDURE PÉNALE

Références nouveau code forestier	**Références code forestier en vigueur jusqu'au 1er juillet 2012**	**Modifications de fond**
R. 161-1 catégories des agents de l'Etat habilités à constater les infractions	art. R. 341-1, R. 341-2	**Commissionnement prononcé par le DRAAF**
R. 161-2 catégories des agents de l'ONF habilités à constater les infractions	art. R. 122-15, R. 122-16	Modifications rédactionnelles (simplification et précision que le commissionnement est prononcé par le Directeur Général de l'Office National des forêts)
R. 161-3 port d'arme autorisé par autorité compétente pour commissionner les agents mentionnés aux articles R. 161-1 et R. 161-2	art. R. 341-6, R. 122-18	Aucune
R. 161-4 dotation des agents mentionnés aux articles R. 161-1 et R. 161-2 d'un marteau particulier	art. R. 341-3, R. 122-22, R. 122-23, R. 122-24	Modifications rédactionnelle : simplifications
R. 161-5 formule de la prestation de serment pour les agents non assermentés pour l'exercice d'une autre mission judiciaire		Création d'article : Disposition nouvelle
R. 161-6 Registres de transcription des PV	art. R. 341-4, R. 341-5, R. 122-17	**Modification** : maintien des registres individuels par agent, affichage de l'enregistrement des PV transmis aux DRAAF dans l'application de traitement de données ILEX
R. 161-7 transmission au supérieur hiérarchique des PV de constatation des infractions forestières établis.	art. R. 342-1	1ère phrase non modifiée. 2ème phrase signalant que les PV sont transmis au parquet et au DRAAF selon les prescriptions de l'article L.. 161-12 du code forestier.
R 161-8 destinataires de l'information de mainlevée provisoire de saisie accordée par le juge des libertés et de la détention	art. R. 152-3, R. 342-3	modifications rédactionnelles
R. 161-9 procédure de transaction	art. R. 153-1, R. 343-1	procédure modifiée en application des dispositions de l'article L. 161-25

ANNEXE 4 –
TABLEAU COMPARATIF
PROCÉDURE PÉNALE

R. 161-10 significations et citations	art. R. 122-14, R. 343-2, R. 153-3, R. 343-3	compétence du DRAAF
R. 162-1 précision des fonctions du ministère public pour l'exécution des peines contraventionnelles	art. R. 344-1, R. 154-1, R. 154-2	Aucune
R. 162-2 procédures d'amendes forfaitaires	art. R. 351-1	Aucune
R. 162-3 récidive vis-à-vis des contraventions de 5ème classe		Disposition nouvelle, création d'article
R. 361-1 garde des bois et forêts des particuliers	art. R. 224-1	Modifications résultant de la modification législative, renvoi au CPP
R. 361-2 accès aux informations détenues par les CRPF relatives aux documents de gestion	phrase 2 de l'article L. 223-4	Déclassement d'une disposition législative en disposition réglementaire